

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 6 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

STMC NORD

rue Chanzy
59260 LEZENNES

Référence : inspection du 21/11/2022
Code AIOT : 0007002624

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2022 dans l'établissement STMC NORD implanté rue Chanzy à 59260 LEZENNES. L'inspection a été annoncée le 04/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STMC NORD
- rue Chanzy Z 59260 LEZENNES
- Code AIOT : 0007002624
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

STMC Nord est autorisée par arrêté préfectoral du 01/02/2001 et du 09/08/2001, à exploiter à Lezennes une station de transit de déchets industriels banals provenant d'installations classées, et une installation de transit de déchets ménagers et autres résidus urbains.

L'exploitant a ajouté à son activité de transit de déchets une activité de déchetterie pour les apports des industriels. Un arrêté préfectoral du 24/04/2006 impose les prescriptions complémentaires pour l'exploitation de la déchetterie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consignes de sécurité	AP Complémentaire du 24/04/2006, article 38.2.3	/	Sans objet
2	Interdiction de feux	AP Complémentaire du 24/04/2006, article 38.2.4	/	Sans objet
3	Diffusion des documents	AP de Mesures Conservatoires du 24/04/2006, article 38.2.5	/	Sans objet
4	Permis de feu	AP Complémentaire du 24/04/2006, article 38.5	/	Sans objet
5	Localisation des risques	AP Complémentaire du 24/04/2006, article 38.6	/	Sans objet
6	Accès à l'établissement	AP Complémentaire du 24/04/2006, article 2.2.12	/	Sans objet
7	moyens de secours	AP Complémentaire du 24/04/2006, article 39.3	/	Sans objet
8	Matériel électrique	AP Complémentaire du 24/04/2006, article 38.8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions vérifiées lors de l'inspection du 21 novembre 2022 sont respectées. Des observations ont été formulées notamment sur la pérennité de l'affichage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2006, article 38.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Réalisation, mise à jour et affichage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 38.2.3 consignes de sécurité Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none">- les précautions à prendre dans la manipulation des déchets dangereux- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones prévues au point 38.2.4- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours....
Constats : Le plan interne précisent ces éléments et ces consignes. Les procédures <ul style="list-style-type: none">- « organisation et consignes en cas d'accident »- « organisation et consignes en cas d'incendie » sont affichées. Le dernier exercice sur site a été réalisé le 17 mai 2022. Le compte rendu a été présenté par l'exploitant et des mesures d'amélioration avec l'identification des pilotes ont été planifiées avec des délais associés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : interdiction de feux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2006, article 38.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage – interdiction de feux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 38.2.4 interdiction de feux Il est interdit de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque dans et à proximité des stockages de déchets dangereux et de produits combustibles. Cette interdiction doit être affichée en limite de ces zones en caractères apparents.
Constats : Le jour de l'inspection, l'affichage existait mais les panneaux étaient détériorés et peu visibles. L'exploitant a procédé à son remplacement.
Observation n°1 : l'exploitant veillera à un affichage permanent visible et en bon état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Diffusion des documents

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 24/04/2006, article 38.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Affichage – diffusion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 38.2.5 Affichage – diffusion Les consignes doivent être diffusées à l'ensemble du personnel Celles relatives à la sécurité en cas d'incendie seront de plus affichées en tous les lieux concernés ainsi que le numéro d'appel des sapeurs pompiers. Les interdictions de fumer sont affichées de manière très visible ainsi que les plans de sécurité incendie et d'évacuation.
Constats : Les consignes de sécurité en cas d'incendie sont affichées dans la partie bureau et dans la partie exploitation prêt des issues ainsi que le plan d'évacuation reprenant la localisation des moyens d'extinction incendie, le point de rassemblement et les issues.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Permis de feu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2006, article 38.5
Thème(s) : Risques chroniques, permis de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 38.5 Permis de feu Tous travaux d'aménagement ou de réparation, sortant du domaine de l'entretien courant notamment ceux utilisant des flammes nues, ne doivent être effectués dans les zones susceptibles de présenter des risques d'incendie qu'en respectant la procédure du permis de feu. Le permis de feu est signé par le chef d'établissement ou par la personne que ce dernier a nommément désignée. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu. Des visites de contrôle doivent être effectuées après toute intervention.
Constats : L'exploitant a présenté le dernier protocole de sécurité de la société MILLE réalisé par le 15/11/2022. Le dernier permis de feu a été réalisé le 23 janvier 2020 pour la société PASSON SA afin de réaliser des soudures sur pince. La réunion de fin de chantier a été réalisée le 23 janvier à 15h30 par le responsable de site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Localisation des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2006, article 38.6
Thème(s) : Risques chroniques, localisation des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 38.6 localisation des risques L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé.
Constats : Le plan d'intervention interne reprend dans la seconde partie les risques identifiés sur le site et la localisation associée. Le risque incendie, explosion et pollution de l'eau est détaillé et les mesures préventives sont reprises dans la troisième partie du document.
Observation n°2 : un plan synthétique pourra reprendre l'ensemble des éléments détaillés dans le plan d'intervention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Accès à l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2006, article 2.2.12
Thème(s) : Risques accidentels, accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 38.7 Accès Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'usine.
Constats : L'accès au site est réglementé pendant les heures d'ouverture de 7h à 17h puis le site est fermé et sous alarme permanente.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : moyens de secours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2006, article 39.3
Thème(s) : Risques accidentels, existence et vérification annuelle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 39.3 moyens de secours</p> <ul style="list-style-type: none"> - poteau incendie : ce appareil doit être alimenté par une canalisation permettant un débit de 120m³ /H - RIA : ces robinets d'incendie aemés de 40mm, doivent être placés à proximités des issues. Leur choix et leur nombre doivent être tels que toute la surface des locaux puisse être battue par l'action simultanée de deux lances au moins. - extincteurs : la défense incendie est complétée par des extincteurs en nombre et capacité appropriés aux risques. Ces appareils doivent être judicieusement répartis, visibles et accessibles en toutes circonstances. <p>Le smoyens de secours doivent être vérifiés au moins une fois apr an. Ces vérifications sont consignés sur un registre de sécurité.</p> <p>Constats : La dernière vérification périodique des extincteurs a été réalisée le 4 juillet 2022 par la société CHUBB SICLI (rapport n°552903/CS/1.000/001 – 1435363). 29 extincteurs sont en bon état et répartis sur le site. Le jour d'inspection, l'extincteur proche de l'issue de secours à côté du bureau ne portait pas de numéro lisible et ne pouvait pas être vérifié sur le plan affiché. L'exploitant a réalisé un affichage lisible le lendemain de l'inspection et a fait parvenir les photos de réalisation de l'ensemble des extincteurs par mail en date du 25 novembre. La surveillance des extincteurs est programmée annuellement.</p> <p>La dernière vérification périodique des RIA a été réalisée le 01 août 2022 par la société CHUBB SICLI (rapport n°552905/CS/1.000/001 – 1435362). 3 RIA sont en bon état et répartis sur le site. Le rapport atteste que toutes les zones sont couvertes par deux jets. Des opérations préventives ont été réalisées. La surveillance des RIA est programmée annuellement.</p> <p>SICLI a réalisé la vérification du poteau incendie situé rue de la Lys proche de l'entrée de la déchetterie. (rapport n° 3183416C). SICLI a attesté de son bon fonctionnement mais le débit n'est pas précisé. L'exploitant a envoyé le bon de commande de la vérification du débit le 25 novembre 2022 par mail.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu présenter le contrôle du poteau incendie situé au rond point Chanzy le jour de l'inspection. L'exploitant a fourni pas mail le 25 novembre le bon de commande et a fait parvenir la vérification du débit du poteau incendie le 30 novembre 2022. VEOLIA atteste d'un débit supérieur à 120m³/h pendant deux heures et du bon fonctionnement du poteau incendie Pi n°8739.</p> <p>Observation n°3 : l'inspection rappelle que le débit du poteau incendie doit être vérifié annuellement.</p> <p>Observation n°4 : l'inspection rappelle que les inscriptions sur les panneaux de localisation des extincteurs doivent être lisibles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Matériel électrique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2006, article 38.8
Thème(s) : Risques accidentels, vérification du matériel électrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : les controles périodiques devront s'assurer du bon état de l'ensemble de ces dispositifs
Constats : La dernière vérification de la conformité des installations et matériel électriques sur le site a été réalisé le 20/05/2022 (rapport du 23/05/2022 n°25200/22/8688) et planifié en mai 2023 par la société SOCOTEC et par le responsable de site. Le rapport fait apparaître 3 non conformités. L'exploitant a précisé que le service maintenance interne assure la réalisation des travaux pour lesquels les techniciens sont habilités. L'intervention de prestataires extérieurs est demandée pour les autres missions. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu préciser les délais de réalisation pour la levée de la non conformité du bureau en rez de chaussée.
Observation n°5 : un suivi individuel formalisé des non conformités permettra une meilleure traçabilité et un meilleur suivi.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet